

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



MINISTÈRE DU BUDGET

Document n° 7

CADRE BUDGETAIRE A MOYEN TERME 2017 - 2019

Kinshasa, Octobre 2016

SOMMAIRE

SOMMAIRE	i
LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES	ii
INTRODUCTION	1
I. POLITIQUES SECTORIELLES DU PLAN QUINQUENNAL 2017-2021	3
1.1. Cadre stratégique : Plan quinquennal 2017-2021	3
1.2. Politiques sectorielles	4
II. PROGRAMMATION BUDGETAIRE A MOYEN TERME 2017-2019	18
2.1. Perspectives économiques 2017-2019	18
2.1.1 Perspectives mondiales	18
2.1.2. Perspectives régionales.....	19
2.1.3. Perspectives nationales.....	19
2.2. PREVISION DE L'EVOLUTION DES DEPENSES	21
2.2.1. Mesures et actions pour la rationalisation des dépenses	21
2.2.2. Trajectoire des dépenses du pouvoir central	21
2.2.3. Trajectoire des dépenses des Provinces	23
Source : DPSB	23
2.2.4. Trajectoire des dépenses des ETD.....	23
2.3. PREVISION DE L'EVOLUTION DES RECETTES	25
2.3.1. Mesures et actions pour la maximisation des recettes	25
2.3.2. Trajectoire des recettes du Pouvoir central.....	26
2.3.3. Trajectoire des recettes des Provinces.....	27
2.3.4. Trajectoire des recettes des Entités Territoriales Décentralisées	28
Source : DPSB	28
2.4. EVOLUTION DU SOLDE BUDGETAIRE ET DE SON FINANCEMENT	28
III. RISQUES ET CONTRAINTES DE LA MISE EN ŒUVRE DU CBMT	30
CONCLUSION	31
ANNEXES	32

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Tableau 1	Actions prioritaires de la Défense 2017 – 2019
Tableau 2	Actions prioritaires de la Police 2017 – 2019
Tableau 3	Actions prioritaires de la DGM 2017 – 2019
Tableau 4	Actions prioritaires de l'ANR 2017 – 2019
Tableau 5	Actions prioritaires de l'EPS de 2017 à 2019
Tableau 6	Actions prioritaires de l'Enseignement Technique et Professionnel 2017 - 2019
Tableau 7	Actions prioritaires de la Santé 2017 – 2019
Tableau 8	Actions prioritaires de l'Agriculture 2017 – 2019
Tableau 9	Actions prioritaires du Développement rural 2017 – 2019
Tableau 10	Actions prioritaires des infrastructures 2017 – 2019
Tableau 11	Actions prioritaires de l'Energie 2017 – 2019
Tableau 12	Actions prioritaires du tourisme 2017 - 2019
Tableau 13	Actions prioritaires des Transports 2017 – 2019
Tableau 14	Actions prioritaires des Affaires étrangères 2017 – 2019
Tableau 15	Actions prioritaires de la Justice 2017 – 2019
Tableau 16	Principaux indicateurs macroéconomiques 2017-2019
Tableau 17	Contributions sectorielles dans la croissance 2017-2019 (en points de croissance)
Tableau 18	Evolution des dépenses publiques par nature de 2017-2019
Tableau 19	Evolution des dépenses des Provinces par grande nature de 2017-2019
Tableau 20	Evolution des dépenses des ETD par grande nature de 2017-2019
Tableau 21	Evolution des recettes du Pouvoir central de 2017 à 2019
Tableau 22	Evolution des recettes des Provinces de 2017 à 2019
Tableau 23	Evolution des recettes des ETD de 2017 à 2019
Tableau 24	Evolution du solde budgétaire 2017 à 2019
Graphique 1	Evolution des allocations par pilier du Plan quinquennal 2017-2021 (en milliards de FC)

INTRODUCTION

L'élaboration du Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT), un des outils de programmation budgétaire pluriannuelle, procède de la Loi n° 11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques (LOFIP) en ses articles 13 et 76.

En vue de rencontrer cette exigence légale et de maintenir un lien entre les stratégies de développement et le budget, le Gouvernement s'est investi, depuis l'exercice budgétaire 2012, à aligner son programme d'action et ses différents budgets sur les politiques publiques, à travers le document de liaison dénommé « Programmation Budgétaire des Actions du Gouvernement » (PBAG), prélude du CBMT.

Depuis lors, la PBAG a défini la stratégie budgétaire et la trajectoire des finances publiques et a permis l'allocation des ressources, le suivi et le contrôle de l'action du Gouvernement, à travers les six axes de son programme d'action. Cependant, elle n'intégrait ni les données liées aux dépenses et recettes des provinces et entités territoriales décentralisées (ETD), ni celles des budgets annexes et des comptes spéciaux.

Aussi, pour remédier à cette situation, l'option a-t-elle été levée, à partir de l'exercice 2017, d'élaborer le CBMT proprement dit, conformément aux articles sus-évoqués de la LOFIP, en ayant comme référentiel, le Plan quinquennal 2017-2021 du Plan National Stratégique de Développement (PNSD). Ce dernier incarne la vision du Chef de l'Etat de développer la RDC à l'horizon 2050, en trois phases, à savoir (i) pays à revenu intermédiaire d'ici 2021, (ii) pays émergent d'ici 2030 et (iii) pays développé d'ici 2050.

Le présent CBMT décline les prévisions, pour les trois prochaines années, de l'ensemble des dépenses et recettes du pouvoir central, des provinces et des entités territoriales décentralisées, du solde qui s'en dégage ainsi que de l'évolution de l'endettement. Il détermine en définitive les planchers des recettes et les plafonds des dépenses des institutions, ministères et services publics pour la préfiguration budgétaire de l'exercice 2017, avant la tenue des conférences budgétaires et l'établissement de l'avant-projet de la loi de finances de cet exercice.

Par ailleurs, les différentes politiques sectorielles intégrées dans le CBMT 2017-2019 ont été analysées au cours du Séminaire d'orientation budgétaire (SOB) tenu du 26 au 28 juillet 2016 à Kinshasa par les experts du Gouvernement, la Société civile, les Partenaires techniques et financiers ainsi que les membres des commissions économique-financière des deux chambres du Parlement. Cette approche, transparente et participative, a permis d'harmoniser les vues sur la trajectoire des recettes susceptibles de couvrir les dépenses nécessaires à la mise en œuvre des politiques publiques au cours des trois prochaines années.

Le présent document est structuré en trois points, à savoir :

1. Politiques sectorielles du Plan quinquennal 2017-2021 ;
2. Programmation budgétaire à moyen terme 2017-2019 ;
3. Risques et contraintes de la mise en œuvre du CBMT.

I. POLITIQUES SECTORIELLES DU PLAN QUINQUENNAL 2017-2021

Ce point met en exergue les politiques sectorielles tirées du Plan quinquennal 2017-2021 et reflétées dans le Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT).

1.1. Cadre stratégique : Plan quinquennal 2017-2021

Avant 2016, la vision du Gouvernement pour le développement du pays reposait sur un certain nombre de documents stratégiques, notamment les Documents de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR 1 et 2), les idées forces de la Révolution de la Modernité et le Programme d'Action du Gouvernement 2012-2016.

Ces différents documents stratégiques étant arrivés à échéance en 2016, le Gouvernement a décidé de doter le pays d'un Plan National Stratégique de Développement (PNSD) qui vise à hisser la RDC au rang des pays à revenu intermédiaire en 2021, des pays émergents en 2030 et des pays développés en 2050.

Bâti autour de sept orientations stratégiques¹, le PNSD couvre l'horizon temporel 2017 – 2050 et son opérationnalisation sera assurée à travers la mise en œuvre de sept plans quinquennaux.

Le premier Plan quinquennal 2017-2021 devra permettre à la RDC d'accéder au statut de pays à revenu intermédiaire, avec un PIB par habitant porté à **1.030 USD**. Il s'articule autour de quatre piliers, à savoir :

1. Paix, sécurité, démocratie et gouvernance ;
2. Gestion macroéconomique et développement de l'activité économique ;
3. Infrastructures, environnement et cadre de vie ;
4. Capital humain, emploi et bien-être social.

¹ (i) La consolidation de la sécurité, de la démocratie et de la justice, (ii) l'investissement qualitatif et efficace dans l'homme, (iii) l'amélioration du climat des affaires, (iv) la diversification de l'économie et l'élargissement de la chaîne de création des valeurs, (v) l'accroissement de la productivité de l'agriculture pour garantir la sécurité alimentaire, (vi) la résorption du déficit infrastructurel et (vii) la protection de l'environnement.

1.2. Politiques sectorielles

La présente section met un accent sur les politiques des secteurs à mettre en œuvre pour la période 2017 à 2019, à savoir : Défense, Police, Services de Sécurité, Enseignement Primaire et Secondaire, Enseignement Technique et Professionnel, Santé, Agriculture, Développement rural, Infrastructures et Travaux Publics, Energie, Tourisme et Transports et voies de communication.

1.2.1. Défense

La politique du secteur de la Défense vise la modernisation de l'armée en vue de renforcer sa présence sur l'ensemble du territoire national et ce, à travers notamment l'organisation territoriale de la défense (installation commandements et états-majors), l'équipement des forces armées, l'amélioration des infrastructures, ainsi que la gestion des ressources humaines.

Pour la période 2017-2019, la mise en œuvre des actions envisagées, conformément à la Loi de programmation, nécessite des crédits de l'ordre de **1.983,8 milliards de FC** dont **889,9 milliards de FC en 2017**, comme repris au tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1 : Actions prioritaires de la Défense 2017 – 2019

Actions prioritaires	2017	2018	2019	Cumul
FORMATION ET ENTRAÎNEMENT	60 961 976 628	65 943 174 800	ND	126 905 151 428
EQUIPEMENTS, MATERIELS ET MAINTENANCE	269 321 715 007	441 090 011 760	ND	710 411 726 767
INFRASTRUCTURES	203 842 799 965	216 966 006 428	ND	420 808 806 393
OPERATIONS	44 250 612 635	46 098 843 635	ND	90 349 456 270
GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	311 530 964 904	323 816 100 354	ND	635 347 065 258
Total	889 908 069 139	1 093 914 136 977	ND	1 983 822 206 116

Source : *Projet de Loi de Programmation de la Défense 2017 – 2019.*

1.2.2. Police

Le Gouvernement a initié une importante réforme au niveau de la Police Nationale Congolaise pour l'accomplissement de sa mission de sécurisation des personnes et de leurs biens. Cette réforme est concrétisée par la loi de programmation de la Police axée sur la gestion des ressources humaines, les opérations policières, l'amélioration et la maintenance des infrastructures ainsi que l'équipement des services.

Pour la période de 2017-2019, les actions reprises dans le tableau 2 ci-dessous sont envisagées et nécessitent pour leur mise en œuvre, des crédits de l'ordre de **614,1 milliards de FC** dont **197,5 milliards de FC** en 2017.

Tableau 2 : Actions prioritaires de la Police 2017 – 2019

Actions prioritaires		2017	2018	2019	Cumul
1	Gestion des ressources humaines (Dépenses de personnel)	42 968 163 018	44 515 016 887	46 117 557 495	133 600 737 400
2	Formation	14 498 668 166	15 020 620 220	15 561 362 548	45 080 650 934
3	Opérations	23 247 933 002	24 084 858 590	24 951 913 499	72 284 705 091
4	Infrastructures (construction)	29 204 848 059	30 256 222 589	31 345 446 602	90 806 517 250
5	Equipements, matériels et maintenance	87 600 744 774	90 754 371 585	94 021 528 962	272 376 645 321
TOTAL		197 520 359 036	204 631 091 889	211 997 811 125	614 149 255 996

Source : Loi de programmation de la Police Nationale

1.2.3. Services de Sécurité

En matière de sécurité, la politique du Gouvernement pour la période 2017-2019 va consister à renforcer leur efficacité opérationnelle, notamment par l'acquisition des équipements adéquats et le recrutement de nouvelles unités dans le cadre de la réforme.

La mise en œuvre des actions prioritaires de la Direction Générale de Migration (DGM), reprises au tableau 3 ci-dessous requiert sur la période, des crédits de l'ordre de **196,6 milliards de FC**, dont **74,7 milliards de FC** pour 2017.

Tableau 3 : Actions prioritaires de la DGM 2017 – 2019

N°	Actions prioritaires	2017	2018	2019	Cumul
1	Construction bâtiments, postes et centres de transit	5 610 000 000	4 785 000 000	3 403 583 040	13 798 583 040
2	Construction bâtiments directions provinciales pour les nouvelles provinces	3 300 000 000	2 365 000 000	2 190 414 875	7 855 414 875
3	Equipements	3 410 000 000	2 611 413 200	2 530 275 440	8 551 688 640
4	Renforcement efficacité opérationnelle du service	5 797 256 960	5 519 360 000	5 005 000 000	16 321 616 960
5	Déploiement des cadres de la DGM dans les missions diplomatiques	220 000 000	165 000 000	136 745 344	521 745 344
6	Amélioration des conditions sociales	55 393 360 000	48 400 000 000	44 821 120 960	148 614 480 960
7	Renforcement effectifs dans les nouvelles provinces	979 194 850	ND	ND	979 194 850
TOTAL		74 709 811 810	63 845 773 200	58 087 139 659	196 642 724 669

Source : DGM

En ce qui concerne l'Agence Nationale des Renseignements (ANR), les actions à mener pour la période 2017-2019 sont contenues dans le tableau 4. Leur mise en œuvre requiert des crédits de l'ordre de **138,1 milliards de FC** dont **43,4 milliards de FC** pour 2017.

Tableau 4 : Actions prioritaires de l'ANR 2017 – 2019

Actions prioritaires	2017	2018	2019	Cumul
Amélioration des conditions sociales	9 839 310 000	10 193 082 007	12 218 889 960	32 251 281 967
Recrutement des nouvelles unités	9 839 310 000	10 193 082 007	12 218 889 960	32 251 281 967
Renforcement d'efficacité opérationnelle de service	21 016 387 927	21 772 977 893	22 545 922 560	65 335 288 380
Construction des antennes et réhabilitation des édifices	1 338 623 435	1 386 813 879	1 386 813 879	4 112 251 192
Acquisition des équipements adéquats	1 338 623 435	1 386 813 879	1 386 813 879	4 112 251 192
TOTAL	43 372 254 796	44 932 769 664	49 757 330 237	138 062 354 697

Source : ANR, évaluation des politiques publiques.

1.2.4. Enseignement Primaire et Secondaire (EPS)

La politique dans le secteur de l'EPS consiste notamment en l'amélioration de la qualité de l'enseignement par la construction, l'équipement et la réhabilitation des écoles, l'amélioration de l'environnement de l'apprentissage et la réforme du dispositif de formations initiale et continue des enseignants ainsi que des curricula (filiales).

Pour la période 2017-2019, les actions à mettre en œuvre dans le cadre de cette politique reprises dans le tableau 5, nécessitent un montant global de **4.821 milliards de FC** dont **1.449,8 milliards de FC** en 2017.

Tableau 5 : Actions prioritaires de l'EPS de 2017 à 2019

N°	Actions prioritaires	2017	2018	2019	Cumul
1	ACCES A L'ENSEIGNEMENT	768 341 763 192	889 931 561 491	1 024 453 965 231	2 682 727 289 914
	GRATUITE DE L'ENSEIGNEMENT DE BASE	724 923 435 486	845 037 010 644	978 032 999 655	2 547 993 445 785
	STOCK DES ENSEIGNANTS EXISTANTS (De 2017 à 2019, 454.593, 499.967 et 545.453 enseignants)	641 477 618 814	754 890 364 547	881 218 598 416	2 277 586 581 777
	NOUVELLES MECANISATIONS (De 2017 - 2019, 45.000, 45.374 et 45.486 enseignants)	63 499 642 200	68 509 312 417	73 485 908 351	205 494 862 968
	FONCTIONNEMENT DES BUREAUX GESTIONNAIRES (De 2017 à 2019, 2.411, 2.590 et 2.769 enseignants)	4 696 994 472	5 045 713 680	5 394 432 888	15 137 141 040
	FONCTIONNEMENT DES ECOLES PRIMAIRES (De 2017 à 2019, 29.773, 32.259 et 34.745 enseignants)	15 249 180 000	16 591 620 000	17 934 060 000	49 774 860 000
	CONSTRUCTION, EQUIPEMENT ET REHABILITATION (4.928 SALLES DE CLASSES = 616 ECOLES, SOIT 205 ECOLES PAR ANNEE)	30 841 635 000	31 890 250 590	32 974 519 110	95 706 404 700
	AUTRES TENAFEP TAUX MOYEN = 6.450 FC	9 267 892 706	9 583 001 057	9 908 823 093	28 759 716 856
	CANTINES SCOLAIRES (EXPERIENCE PILOTE DE 34 ECOLES AVEC LE PAM)	3 308 800 000	3 421 299 200	3 537 623 373	10 267 722 573

N°	Actions prioritaires	2017	2018	2019	Cumul
2	QUALITE DE L'ENSEIGNEMENT (AMELIORATION DE L'EFFICIENCE INTERNE)	623 167 035 917	655 914 084 737	678 215 163 618	1 957 296 284 272
	FORMATION CONTINUE DES ENSEIGNANTS	555 215 325 807	574 092 646 884	593 611 796 878	1 722 919 769 569
	MUTUELLE DE SANTE DES ENSEIGNANTS ET EXTENSION EN PROVINCES	36 489 600 000	49 289 616 000	50 965 462 944	136 744 678 944
	RENFORCEMENT ET DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES TECHNIQUES	19 868 827 000	20 544 367 118	21 242 875 600	61 656 069 718
	FOURNITURE DES SUPPORTS PEDAGOGIQUES ET MATERIELS DIDACTIQUES	3 619 000 000	3 742 046 000	3 869 275 564	11 230 321 564
	ACQUISITION ET DISTRIBUTION DES MANUELS SCOLAIRES ET DES GUIDES PEDAGOGIQUES AUX ECOLES PRIMAIRES (PROMOTION DE LA LECTURE ET DE L'ECRITURE AU PRIMAIRE)	7 974 283 110	8 245 408 735	8 525 752 632	24 745 444 477
3	GOVERNANCE	58 330 248 117	60 313 476 553	62 364 134 755	181 007 859 425
	PRODUCTION DES STATISTIQUES SCOLAIRES	3 105 457 775	3 211 043 339	3 320 218 812	9 636 719 926
	PILOTAGE ET COORDINATION DU PROGRAMME INTERIMAIRE DE L'EDUCATION (PIE)	2 076 487 925	2 147 088 515	2 220 089 524	6 443 665 964
	MISE EN ŒUVRE DE LA LOI CADRE DE L'ENSEIGNEMENT NATIONAL ET FONCTIONNEMENT DES SERVICES CENTRAUX	53 148 302 417	54 955 344 699	56 823 826 419	164 927 473 535
TOTAL		1 449 839 047 226	1 606 159 122 781	1 765 033 263 604	4 821 031 433 611

Source : CDMT-EPS 2017-2019

1.2.5. Enseignement Technique et Professionnel (ETP)

La politique dans le secteur de l'ETP vise notamment à : (i) améliorer la qualité des enseignements et apprentissages ; et (ii) promouvoir la formation professionnelle orientée vers le marché de l'emploi, à travers le développement et la décentralisation des opportunités de formation professionnelle et continue, la validation des acquis de l'expérience, la diversification des filières de formation, la construction, la réhabilitation et l'équipement des écoles ainsi que des centres de formation professionnelle et technique, la régulation des flux de la demande et l'adaptation de l'offre de formation professionnelle.

Pour la période 2017-2019, les actions à mettre en œuvre requièrent un montant global de **139,9 milliards de FC**, à raison de **46,6 milliards de FC** par an, telles que reprises au tableau 6.

Tableau 6 : Actions prioritaires de l'Enseignement Technique et Professionnel 2017 - 2019

N°	Actions prioritaires	2017	2018	2019	Cumul
1	Création des structures organisationnelles de l'ETP	875 328 667	875 328 667	875 328 667	2 625 986 000
2	Amélioration de l'accès, l'équité et la rétention à l'ETP	16 987 416 667	16 987 416 667	16 987 416 667	50 962 250 000
3	Renforcement de la qualité et la pertinence des enseignements et apprentissages	28 327 032 000	28 327 032 000	28 327 032 000	84 981 096 000
4	Accompagnement des sortants dans l'insertion professionnelle et dans l'auto-emploi	412 300 000	412 300 000	412 300 000	1 236 900 000
5	Amélioration de la gouvernance de l'ETP	37 200 000	37 200 000	37 200 000	111 600 000
TOTAL GENERAL		46 639 277 333	46 639 277 333	46 639 277 333	139 917 832 000

Source : CDMT-ETP 2017-2019

1.2.6. Santé

La politique de la Santé en RDC, fondée sur l'objectif de couverture sanitaire universelle, vise l'amélioration de la santé de la population à travers l'offre des soins de santé primaire de qualité à tous, en particulier aux groupes vulnérables afin de combattre les grandes endémies, telles que le VIH Sida, le paludisme, la tuberculose, l'onchocercose et la trypanosomiase.

Pour la période 2017 à 2019, la mise en œuvre des actions liées à ces objectifs nécessite un montant de **5.745,1 milliards de FC** dont **1.732,9 milliards de FC** en 2017.

Tableau 7 : Actions prioritaires de la Santé 2017 – 2019

N°	Actions prioritaires	2017	2018	2019	Cumul
1	RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE ET PILOTAGE DU SECTEUR	32 640 006 731	33 415 634 333	34 195 075 242	100 250 716 306
	1.1 RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DU MSP	28 639 828 681	30 055 567 928	30 708 174 757	89 403 571 366
	1.2 RENFORCEMENT DES MECANISMES DE SUIVI DE L'APPLICATION DES NORMES ET DIRECTIVES DU SECTEUR	1 902 263 622	2 188 192 977	2 251 547 057	6 342 003 656
	1.3 RENFORCEMENT DES STRUCTURES	1 365 971 476	390 624 476	411 784 476	2 168 380 428
	1.4 RENFORCEMENT DE LA COORDINATION DU SECTEUR DE LA SANTE	365 971 476	390 624 476	411 784 476	1 168 380 428
	1.5 RENFORCEMENT DE LA COLLABORATION INTERSECTORIELLE	365 971 476	390 624 476	411 784 476	1 168 380 428
2	DISPONIBILITE, ACCESSIBILITE ET UTILISATION DES SERVICES ET SOINS	740 666 086 296	817 729 483 084	912 854 362 829	2 471 249 932 209
	2.1 RATIONALISATION DU FONCTIONNEMENT DES STRUCTURES	31 253 938 404	46 880 907 606	70 321 361 409	148 456 207 419
	2.2 AMELIORATION DE LA COUVERTURE SANITAIRE	399 364 558 793	447 277 624 664	501 536 018 455	1 348 178 201 912
	2.3 APPUI DES ZONES DE SANTE EN INTERVENTIONS PUBLIQUES	63 819 922 307	65 166 031 504	72 590 483 655	201 576 437 466
	2.4 GESTION DES EPIDEMIES, URGENCES ET CATASTROPHES	22 455 239 610	27 723 386 000	30 723 386 000	80 902 011 610
	2.5 RENFORCEMENT DE LA PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE	165 298 121 382	170 476 447 510	175 478 027 510	511 252 596 402
	2.6 PROMOTION DES SERVICES DE SANTE	58 474 305 800	60 205 085 800	62 205 085 800	180 884 477 400
3	APPUI A LA DISPONIBILITE, L'ACCESSIBILITE ET L'UTILISATION DES SERVICES ET SOINS	959 631 404 055	1 054 274 059 722	1 159 701 465 694	3 173 606 929 471
	3.1 DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES POUR LA SANTE	170 313 080 537	187 344 388 591	206 078 827 450	563 736 296 578
	3.2 REFORME DU SECTEUR DU MEDICAMENT	1 604 087 716	2 059 514 479	2 265 465 927	5 929 068 122
	3.3 REFORME DU FINANCEMENT	366 962 471 207	404 058 718 328	444 464 590 161	1 215 485 779 696
	3.4 AMELIORATION / MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES	398 783 369 854	438 661 706 839	482 527 877 523	1 319 972 954 216
	3.5 REFORME DU SYSTEME D'INFORMATION SANITAIRE	21 968 394 741	22 149 731 485	24 364 704 633	68 482 830 859
TOTAL		1 732 937 497 082	1 905 419 177 139	2 106 750 903 765	5 745 107 577 986

Source : CDMT-Santé 2017-2019

1.2.7. Agriculture

La politique de développement du secteur agricole sera focalisée sur la redynamisation et la valorisation de l'agriculture grâce à la création des Centres de Développement Intégré (CDI) et Parcs Agro-industriels (PAI). Les orientations retenues sont articulées autour de (i) l'amélioration du cadre institutionnel et de la gouvernance, (ii) la construction des infrastructures de production et de distribution, (iii) l'assainissement du climat des affaires et (iv) le développement des programmes adaptés de formation et de recherche.

Afin de mettre en œuvre les orientations préconisées à travers les actions telles que reprises au tableau 8, le secteur de l'agriculture nécessite globalement un financement de l'ordre de **254,6 milliards de FC** pour la période de 2017 à 2019 dont **81,9 milliards de FC** pour l'exercice 2017.

Tableau 8: Actions prioritaires de l'Agriculture 2017 – 2019

N°	Actions prioritaires	2017	2018	2019	Cumul
1	DEVÉLOPPEMENT DES FILIÈRES VÉGÉTALES	15 032 904 317	15 574 088 872	16 134 756 071	46 741 749 260
2	DEVELOPPEMENT DES FILIERES ANIMALES	1 958 411 302	2 028 914 109	2 101 955 017	6 089 280 428
3	DEVELOPPEMENT DES FILIERES HALIEUTIQUES ET AQUACOLES	50 871 103 043	52 702 462 752	54 599 751 411	158 173 317 206
4	GESTION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET DES RESERVES STRATEGIQUES ALIMENTAIRES	11 367 748 736	11 776 987 691	12 200 959 248	35 345 695 675
5	GOVERNANCE AGRICOLE ET RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	2 665 140 000	2 761 085 040	2 860 484 101	8 286 709 141
	TOTAL	81 895 307 398	84 843 538 464	87 897 905 849	254 636 751 711

1.2.8. Développement rural

Pour la période 2017- 2019, les actions du secteur visent l'amélioration qualitative et quantitative des infrastructures en milieu rural en vue d'accroître le taux d'accès à l'eau potable, la desserte en électricité ainsi que l'augmentation de l'accès des paysans aux marchés. Un montant de **2.323,2 milliards de FC** dont **750,3 milliards de FC** en 2017 est requis comme le montre le tableau 9.

Tableau 9 : Actions prioritaires du Développement rural 2017 – 2019

Actions prioritaires	2017	2018	2019	Cumul
Renforcement des capacités institutionnelles	32 700 000 000	33 877 200 000	35 112 973 200	101 690 173 200
Gestion des ressources humaines	16 600 000 000	17 197 600 000	17 730 725 600	51 528 325 600
Gestion des ressources matérielles et financières	13 100 000 000	13 571 600 000	14 177 899 600	40 849 499 600
Renforcement de la planification et programmation	3 000 000 000	3 108 000 000	3 204 348 000	9 312 348 000
Accompagnement durable des paysans	423 538 230 000	437 453 915 130	451 014 986 500	1 312 007 131 630
Centres de Développement Intégré (CDI)	266 338 230 000	274 594 715 130	283 107 151 300	824 040 096 430
Accompagnement des jeunes ruraux et Promotion de l'entrepreneuriat	17 400 000 000	18 026 400 000	18 585 218 400	54 011 618 400
Appui à la production	107 700 000 000	111 577 200 000	115 036 093 200	334 313 293 200
Amélioration du cadre et de la qualité de vie	32 100 000 000	33 255 600 000	34 286 523 600	99 642 123 600
Promouvoir un modèle de développement durable	294 065 620 750	303 016 604 050	312 410 118 780	909 492 343 580
Programme d'Electrification Rurale de 145 territoires de la RDC par le système solaire (photovoltaïque)	275 468 500 550	284 008 024 050	292 812 272 800	852 288 797 400
Programme d'Electrification Rurale du chef-lieu dans les 145 territoires de la RDC	7 197 120 200	7 198 180 000	7 421 323 580	21 816 623 780
Développement durable des ressources naturelles	6 800 000 000	7 044 800 000	7 263 188 800	21 107 988 800
Lutte contre le changement climatique	4 600 000 000	4 765 600 000	4 913 333 600	14 278 933 600
TOTAUX	750 303 850 750	774 347 719 180	798 538 078 480	2 323 189 648 410

Source : Document de stratégie du Ministère de l'Agriculture et Développement Rural

1.2.9. Infrastructures et Travaux publics

Dans le secteur des infrastructures et travaux publics, la politique repose sur la rentabilisation et la construction des routes d'intérêt général et des voiries urbaines, l'aménagement des espaces ainsi que l'assainissement des bâtiments et édifices publics.

Pour la période de 2017-2019, un montant de **1.038,2 milliards de FC** est nécessaire pour concrétiser les actions relatives à cette politique dont **288,8 milliards de FC** pour l'exercice 2017.

Tableau 10 : Actions prioritaires des infrastructures 2017 – 2019

N°	Actions prioritaires		2017	2018	2019	Cumul
1	DOMAINE DES INFRASTRUCTURES		281 870 236 150	332 933 545 270	399 315 850 116	1 014 119 631 536
	1.1	ROUTES D'INTERET GENERAL	170 211 030 368	221 274 339 488	287 656 644 334	679 142 014 190
	1.1.1	REHABILITATION DES ANCIENNES ROUTES BITUMEEES ET EN TERRE, CONSTRUCTION DE NOUVELLES ROUTES	53 751 501 067	69 876 951 387	90 840 039 803	214 468 492 257
	1.1.2	ENTRETIEN DES AXES ROUTIERS REHABILITES	39 367 131 606	51 177 271 088	66 530 452 414	157 074 855 108
	1.1.3	SAUVEGARDE, PROTECTION ET REPARATION DES OUVRAGES CONNEXES	30 376 160 568	39 489 008 739	51 335 711 361	121 200 880 668
	1.1.4	RETABLISSEMENT DU TRAFIC PAR LA REOUVERTURE DU RESEAU EN TERRE	45 386 337 090	59 002 238 217	76 702 909 682	181 091 484 989
	1.1.5	REFORME ET RENFORCEMENT DES CAPACITES TECHNIQUES PROFESSIONNELLES ET MANAGERIALES	1 329 900 037	1 728 870 057	2 247 531 074	5 306 301 168
	1.2	VOIRIES URBAINES	111 659 205 782	111 659 205 782	111 659 205 782	334 977 617 346
	1.2.1	ELABORATION DES ETUDES PREALABLES A L'EXECUTION DES PROJETS	2 783 000 000	2 783 000 000	2 783 000 000	8 349 000 000
	1.2.2	MODERNISER LES VOIRIES URBAINES ET STRUCTURELLES	2 790 000 000	2 790 000 000	2 790 000 000	8 370 000 000
	1.2.3	CONSTRUCTION DE NOUVEAUX AXES	ND	ND	ND	ND
	1.2.4	AMENAGEMENT OU REHABILITATION DES TRAVERSEES DES VILLES	ND	ND	ND	ND
	1.2.5	REHABILITATION DES RESEAUX ROUTIERS EXISTANTS	23 250 000 000	23 250 000 000	23 250 000 000	69 750 000 000
	1.2.6	CREATION DE NOUVELLES BRIGADES OVD DANS LES NOUVELLES AGGLOMERATIONS	22 537 485 150	22 537 485 150	22 537 485 150	67 612 455 450
	1.2.7	LITIGES SUR LES TRAVAUX TERMINEES ET EN COURS	60 298 720 632	60 298 720 632	60 298 720 632	180 896 161 896
2	AMENAGEMENT DES ESPACES		6 510 000 000	7 440 000 000	8 502 857 143	22 452 857 143
	2.1	REHABILITATION DES ESPACES PUBLICS	6 510 000 000	7 440 000 000	8 502 857 143	22 452 857 143
3	BATIMENTS ET EDIFICES PUBLICS		451 143 000	524 272 620	612 520 060	1 587 935 680
	3.1	MISE EN PLACE D'UN REPERTOIRE DES BATIMENTS ET TERRAINS DU DOMAINE PUBLIC DE L'ETAT	69 564 000	76 520 400	84 172 440	230 256 840
	3.2	PLANIFICATION ET INVESTISSEMENT (ENTRETIEN, MODERNISATION, EXTENSION, ...)	367 629 000	433 802 220	511 886 620	1 313 317 840
	3.3	REDUCTION OU FUSION DE CERTAINS SERVICES SELON LA NATURE DE PRESTATION	ND	ND	ND	ND
	3.4	EVALUATION DES BESOINS DE L'ADMINISTRATION EN BATIMENT	13 950 000	13 950 000	16 461 000	44 361 000
TOTAL			288 831 379 150	340 897 817 890	408 431 227 319	1 038 160 424 359

Source : Note de stratégie du secteur pour la période 2017-2019, Ministère des ITPR

1.2.10. Energie

La politique du secteur de l'énergie vise à améliorer la desserte en eau potable et en énergie électrique dans les agglomérations urbaines et rurales, et ce, à travers le développement d'un système de production, de transport et de distribution d'énergie ainsi que la promotion des énergies alternatives propres en vue de protéger l'environnement.

Pour la période 2017-2019, les actions à mettre en œuvre dans le cadre de cette politique nécessitent un montant global de **1.920,4 milliards de FC** dont **888,6 milliards de FC** pour 2017.

Tableau 11 : Actions prioritaires de l'Energie 2017 – 2019

N°	Actions prioritaires	2017	2018	2019	Cumul
1	Réformes institutionnelles	7 220 000 000	6 650 000 000	3 325 000 000	17 195 000 000
	Programme de création, mise en place et opérationnalisation des structures de gestion centrale des infrastructures et structures provinciales suivant le projet ANSER	6 270 000 000	6 270 000 000		
	Programme de création, de mise en place et d'opérationnalisation de l'Autorité de Régulation	950 000 000	380 000 000		
2	Réformes institutionnelles	84 705 110 339	8 205 110 339	42 102 555 170	135 012 775 848
	Transfert de la maîtrise d'ouvrage aux Provinces et aux ETD	75 205 110 339	5 205 110 339		
	Mise en œuvre des cadres institutionnels des entreprises REGIDESO et SNEL transformées en entreprises commerciales. Mise en œuvre des programmes et gestion technique des instances officielles par l'installation des compteurs à prépayer aux édifices de l'Etat pour une meilleure gestion des factures de consommation	9 500 000 000	3 000 000 000		
	Réhabilitation des infrastructures existantes, construction de nouvelles infrastructures en milieux urbains et développement du Programme Village Moderne, en sigle PROVIM, pour milieux ruraux	342 847 683 400	161 461 501 476	354 160 000 000	858 469 184 876
	Programme de réhabilitation et modernisation des infrastructures existantes	153 600 000 000	45 000 000 000		
	Programme de construction de nouvelles infrastructures avec partenariat de gestion	103 609 707 023	84 914 560 535		
	Programme de Partenariat Public Privé	55 589 976 377	8 974 940 941		
	Mise en œuvre du Programme Village Moderne (PROVIM) par la fourniture des services énergétiques en milieux ruraux en vue de la lutte contre la pauvreté	30 048 000 000	22 572 000 000		
	Protection de l'environnement et lutte contre le changement climatique prenant en compte les 28 mesures économiques urgentes du Gouvernement, notamment celles de l'Energie	453 851 666 666	452 901 666 666	3 000 000 000	909 753 333 332
	Electrification par pico ou microcentrale et desserte en eau potable dans les 15 chefs-lieux de nouvelles provinces par énergies renouvelables	9 310 000 000	9 310 000 000		
	Développement des infrastructures hydroélectriques de taille moyenne de 1 à 10 MW à doter à chaque province	411 666 666 666	411 666 666 666		
	Financement des études de faisabilité d'une série des projets pour la période 2016 - 2020, notamment dans le secteur des infrastructures des énergies renouvelables et de transport	1 900 000 000	950 000 000		

N°	Actions prioritaires	2017	2018	2019	Cumul
	Mise en œuvre du Plan d'Investissement sectoriel REDD+ avec l'appui de CAFI (Initiative pour la gestion des forêts de l'Afrique centrale)	28 500 000 000	28 500 000 000		
	Promouvoir et encourager les PPP en vue de l'implication du secteur privé dans le domaine énergétique à travers des actions incitatives initiées par le Ministère (gestion de l'Energie - bois)	475 000 000	475 000 000		
	Améliorer les infrastructures pour la circulation des hommes et des richesses et promouvoir l'électrification rurale pour un développement harmonieux et équilibré de l'ensemble du territoire national (opérationnalisation ANSER)	2 000 000 000	2 000 000 000		
	TOTAUX	888 624 460 405	629 218 278 481	402 587 555 170	1 920 430 294 056

Source : Direction des Etudes et Planification / Energie

1.2.11. Tourisme

La politique dans le secteur du tourisme vise à développer les centres d'intérêt touristique, protéger l'environnement et le patrimoine socioculturel, promouvoir les produits touristiques, impliquer les populations et le secteur privé dans les activités touristiques et à renforcer le partenariat en vue de la promotion du tourisme et de l'artisanat.

Pour la période de 2017-2019, la mise en œuvre de la politique envisagée dans ce secteur nécessite un montant de **78,0 milliards de FC** dont **36,6 milliards de FC en 2017**.

Tableau 12 : Actions prioritaires du tourisme 2017 - 2019

N°	Actions prioritaires	2017	2018	2019	Cumul
1	Construction des sites (centres récréatifs, musées, etc.)	28 400 000 000	14 100 000 000	13 000 000 000	55 500 000 000
2	Réaménagement et réhabilitation des sites (parcs, etc.)	2 200 000 000	2 700 000 000	3 400 000 000	8 300 000 000
3	Construction des voies d'accès aux sites	6 000 000 000	4 200 000 000	4 000 000 000	14 200 000 000
Total		36 600 000 000	21 000 000 000	20 400 000 000	78 000 000 000

Source : Direction des Etudes et Planification / Tourisme

1.2.12. Transports

La politique du secteur des transports vise notamment (i) le développement d'un système de transport intégré et multimodal, capable de relier tous les pôles économiques du pays, en vue de favoriser l'émergence d'un vaste marché intérieur et assurer à des prix compétitifs l'interconnexion de ces pôles avec les marchés extérieurs, (ii) l'amélioration permanente du niveau de service des infrastructures et équipements de transport, (iii) le renforcement de l'efficacité des institutions chargées de l'administration du secteur et des entités assurant la gestion et l'exploitation des réseaux de transport, (iv) la promotion des opérateurs privés œuvrant dans le secteur de transport.

Dans ce cadre, pour la période 2017-2019, les principales actions à mener reprises au tableau 13, nécessitent des crédits de l'ordre de **1.720,7 milliards de FC** dont **573,6 milliards de FC** pour l'exercice 2017.

Tableau 13 : Actions prioritaires des Transports 2017 – 2019

N°	Actions prioritaires	2017	2018	2019	Cumul
I	SECTEUR ROUTIER	17 776 730 667	17 776 730 667	17 776 730 667	53 330 192 000
	Acquisition de 200 bus pour appuyer le programme Esprit de Vie	5 044 266 667	5 044 266 667	5 044 266 667	15 132 800 000
	Acquisition de 300 bus pour déployer TRANSCO à l'intérieur du pays	12 606 400 000	12 606 400 000	12 606 400 000	37 819 200 000
	Installation des fourrières	126 064 000	126 064 000	126 064 000	378 192 000
	Création des corridors régionaux	0	0	0	0
II	SECTEUR FERROVIAIRE	315 128 484 000	315 128 484 000	315 128 484 000	945 385 452 000
	Relance du trafic ferroviaire urbain à Kinshasa	ND	ND	ND	ND
	Confortement de la voie et aménagement des gares sur le tronçon Gare centrale - Kintambo (17km)	756 384 000	756 384 000	756 384 000	2 269 152 000
	Projet de construction et d'exploitation du réseau Tramway à Kinshasa	213 048 160 000	213 048 160 000	213 048 160 000	639 144 480 000
	Réhabilitation de la voie ferrée Kolwezi - Dilolo, en vue de la réouverture du corridor Lobito	94 548 000 000	94 548 000 000	94 548 000 000	283 644 000 000
	Acquisition de 20 voitures à voyageurs pour le chemin de fer Kinshasa	2 521 280 000	2 521 280 000	2 521 280 000	7 563 840 000
	Acquisition de 45 voitures à voyageurs pour la SNCC	4 254 660 000	4 254 660 000	4 254 660 000	12 763 980 000
III	SECTEUR AERIEN	16 545 900 000	16 545 900 000	16 545 900 000	49 637 700 000
	Etude d'autonomisation financière de l'AAC	63 032 000	63 032 000	63 032 000	189 096 000
	Etude d'une zone fret à l'Aéroport de N'djili / RVA	94 548 000	94 548 000	94 548 000	283 644 000
	Etude sur la séparation des activités de la RVA entre la gestion des aéroports et la fourniture des services de navigation aérienne	315 160 000	315 160 000	315 160 000	945 480 000
	Accompagnement de l'AAC par une administration étrangère	0	0	0	0
	Réhabilitation prioritaire de 14 aéroports et aérodromes devant être desservis dans la première phase d'exploitation de Congo Airways	5 042 560 000	5 042 560 000	5 042 560 000	15 127 680 000
	Poursuite de la mise en place d'une nouvelle compagnie aérienne	11 030 600 000	11 030 600 000	11 030 600 000	33 091 800 000
IV	SECTEUR FLUVIAL ET LACUSTRE	1 916 172 800	1 916 172 800	1 916 172 800	5 748 518 400
	Etude de réhabilitation du balisage sur le	53 577 200	53 577 200	53 577 200	160 731 600

N°	Actions prioritaires	2017	2018	2019	Cumul
	Lualaba/RVF				
	Réhabilitation des baliseurs Kauka et Kinshasa	630 320 000	630 320 000	630 320 000	1 890 960 000
	Acquisition de deux dragues multifonction pour désensabler les ports fluviaux	787 900 000	787 900 000	787 900 000	2 363 700 000
	Réhabilitation de la vedette II Mateba pour assurer le transport des personnes entre Matadi et Kinshasa	315 160 000	315 160 000	315 160 000	945 480 000
	Création du Fonds d'Entretien de Voies Navigables	75 638 400	75 638 400	75 638 400	226 915 200
	Réhabilitation balisage sur le Lualaba/RVF	53 577 200	53 577 200	53 577 200	160 731 600
V	SECTEUR MARITIME	222 187 800 000	222 187 800 000	222 187 800 000	666 563 400 000
	Construction du port en eaux profondes de Banana	171 604 620 000	171 604 620 000	171 604 620 000	514 813 860 000
	Acquisition de 3 navires, conteneurs et équipements	48 944 348 000	48 944 348 000	48 944 348 000	146 833 044 000
	Acquisition de docks flottants et transbordeur	1 638 832 000	1 638 832 000	1 638 832 000	4 916 496 000
TOTAL		573 555 087 467	573 555 087 467	573 555 087 467	1 720 665 262 400

Source : Note n° 19/2016, Ministère des Transports et Voies de communication, Mai 2016.

1.2.13. Affaires étrangères

Au cours de la période 2017-2019, les actions à mettre en œuvre dans ce secteur sont résumées au tableau 14. Elles concernent notamment la gestion des ressources humaines, l'amélioration des conditions sociales des diplomates et engagés locaux, la construction et la réhabilitation des ambassades ainsi que le paiement régulier des contributions aux organismes internationaux, ce qui requiert des crédits de l'ordre de **211,8 milliards de FC**.

Tableau 14 : Actions prioritaires des Affaires étrangères 2017 – 2019

Actions prioritaires		2017	2018	2019	Cumul
1	Gestion des ressources humaines (Dépenses de personnel)	17 028 000 000	17 641 008 000	18 276 084 288	52 945 092 288
	Rapatriement des diplomates	9 597 600 000	9 943 113 600	10 301 065 690	29 841 779 290
	Fermeture des ambassades	7 430 400 000	7 697 894 400	7 975 018 598	23 103 312 998
2	Amélioration des conditions sociales	13 003 200 000	13 471 315 200	13 956 282 547	40 430 797 747
	Rémunération des engagés locaux	103 200 000	106 915 200	110 764 147	320 879 347
	Rémunération des Diplomates	10 216 800 000	10 584 604 800	10 965 650 573	31 767 055 373
	Arriérés des salaires 2006 - 2014 des diplomates rapatriés	2 683 200 000	2 779 795 200	2 879 867 827	8 342 863 027
3	Opérationnalisation	27 760 800 000	28 760 188 800	29 795 555 597	86 316 544 397
	Construction et réhabilitation des ambassades	5 160 000 000	5 345 760 000	5 538 207 360	16 043 967 360
	Fonctionnement des ambassades et postes consulaires	22 600 800 000	23 414 428 800	24 257 348 237	70 272 577 037
4	Contribution aux organismes internationaux	10 320 000 000	10 691 520 000	11 076 414 720	32 087 934 720
TOTAL		68 112 000 000	70 564 032 000	73 104 337 152	211 780 369 152

Source : Direction des Etudes et Planification / Affaires Etrangères

1.2.14. Justice et Pouvoir judiciaire

La politique du système judiciaire consiste à (i) améliorer l'accès à la justice, (ii) développer la justice pour enfants, (iii) poursuivre la lutte contre la corruption et (iv) assainir le climat des affaires. Le secteur encourage également une politique carcérale efficace par l'amélioration des conditions de détention et la construction des établissements de garde d'enfants (EGEE). Les actions y relatives se rapportent essentiellement aux constructions, équipements et à l'opérationnalisation des structures.

Pour la période 2017- 2019, un montant de **1.125,5 milliards de FC** est nécessaire pour la mise en œuvre de ces actions dont **857,5 milliards de FC** en 2017.

Tableau 15 : Actions prioritaires de la Justice 2017 – 2019

Actions prioritaires		2017	2018	2019	Cumul
1	RENFORCER LES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	166 111 000 000	41 527 750 000	10 381 937 500	218 020 687 500
1.1	RENFORCEMENT DE CAPACITES HUMAINES ET MATERIELLES	166 111 000 000	41 527 750 000	10 381 937 500	218 020 687 500
1.1.1	ECOLE DE FORMATION (REDYNAMISATION DE LA FORMATION DU PERSONNEL JUDICIAIRE, ADMINISTRATIF ET CELUI DES DROITS HUMAINS)	3 587 000 000	896 750 000	224 187 500	4 707 937 500
1.1.2	CONSTRUCTION DU BATIMENT DU SECRETARIAT GENERAL AUX DROITS HUMAINS	5 294 000 000	1 323 500 000	330 875 000	6 948 375 000
1.1.3	CONSTRUCTION DES BATIMENTS POUR LES DIVISIONS PROVINCIALES DES DROITS HUMAINS	78 615 000 000	19 653 750 000	4 913 437 500	103 182 187 500
1.1.4	CONSTRUCTION DES BATIMENTS POUR LES DIVISIONS PROVINCIALES DE LA JUSTICE	78 615 000 000	19 653 750 000	4 913 437 500	103 182 187 500
2	RENFORCER LES CAPACITES D'OFFRES	686 868 492 270	171 717 123 068	42 929 280 767	901 514 896 105
2.1	DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES ET DES EQUIPEMENTS DE JUSTICE	486 138 492 270	121 534 623 068	30 383 655 767	638 056 771 105
2.1.1	CONSTRUCTION DES COURS ET PARQUETS	65 167 492 270	16 291 873 068	4 072 968 267	85 532 333 605
	CONSTRUCTIONS DES PALAIS DE JUSTICE DANS LE CHEF-LIEU DES PROVINCES	48 755 000 000	12 188 750 000	3 047 187 500	63 990 937 500
	APUREMENT SOLDE ACHAT PALAIS DE JUSTICE KINDU	4 500 492 270	1 125 123 068	281 280 767	5 906 896 105
	CONSTRUCTION DES COURS ET AUDITORATS MILITAIRES DANS LES CHEFS-LIEUX DES PROVINCES	11 912 000 000	2 978 000 000	744 500 000	15 634 500 000
2.1.2	CONSTRUCTION DES TRIBUNAUX ET PARQUETS	335 837 000 000	83 959 250 000	20 989 812 500	440 786 062 500
	CONSTRUCTION DES PALAIS DE JUSTICE DANS LES CHEFS-LIEUX DES PROVINCES	65 373 000 000	16 343 250 000	4 085 812 500	85 802 062 500
	CONSTRUCTION DES TRIBUNAUX DE COMMERCE DANS LES CHEFS-LIEUX DES PROVINCES	62 197 000 000	15 549 250 000	3 887 312 500	81 633 562 500
	CONSTRUCTION DES TRIBUNAUX POUR ENFANTS DANS LES CHEFS-LIEUX DES PROVINCES	18 000 000 000	4 500 000 000	1 125 000 000	23 625 000 000

Actions prioritaires				2017	2018	2019	Cumul
			CONSTRUCTION DES TRIBUNAUX DE TRAVAIL DANS LES CHEFS-LIEUX DES PROVINCES	18 000 000 000	4 500 000 000	1 125 000 000	23 625 000 000
			CONSTRUCTION DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE KALAMU	ND	ND	ND	ND
			CONSTRUCTION DES TRIBUNAUX DE MILITAIRE DE GARNISONS ET AUDITORATS DE GARNISON	78 750 000 000	19 687 500 000	4 921 875 000	103 359 375 000
			CONSTRUCTION DES TRIBUNAUX ET PARQUETS A L'EST DE LA RDC (NORD KIVU, SUD KIVU, MANIEMA ET EX ORIENTALE)	93 517 000 000	23 379 250 000	5 844 812 500	122 741 062 500
		2.1.3	REHABILITATION DES COURS D'APPEL DE LUBUMBASHI, MBANDAKA, KINSHASA	2 475 000 000	618 750 000	154 687 500	3 248 437 500
		2.1.4	REHABILITATION DES TRIBUNAUX DE PAIX DE KINSHASA ET 10 EN PROVINCES	42 147 000 000	10 536 750 000	2 634 187 500	55 317 937 500
		2.1.5	EQUIPEMENTS EN MOBILIERS ET MATERIELS INFORMATIQUES DES JURIDICTIONS CIVILES ET MILITAIRES DE KINSHASA ET 10 EN PROVINCES	11 795 000 000	2 948 750 000	737 187 500	15 480 937 500
		2.1.6	DOTATION EN LOGICIELS, BANDES PASSANTES, PIECES DE RECHANGE ET CONSOMMABLES DANS LES TRIBUNAUX DE KINSHASA ET 10 EN PROVINCES	21 951 000 000	5 487 750 000	1 371 937 500	28 810 687 500
		2.1.7	EQUIPEMENTS DES TRIBUNAUX ET PARQUETS	6 766 000 000	1 691 500 000	422 875 000	8 880 375 000
			EQUIPEMENTS EN MOBILIERS ET MATERIELS DES TRIBUNAUX DE KINSHASA ET 10 EN PROVINCES	3 240 000 000	810 000 000	202 500 000	4 252 500 000
	DOTATION EN LOGICIELS, BANDES PASSANTES, PIECES DE RECHANGE ET CONSOMMABLES DANS LES TRIBUNAUX DE KINSHASA ET 10 EN PROVINCES		3 526 000 000	881 500 000	220 375 000	4 627 875 000	
	2.2	DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES PENITENTIAIRES ET DES EGEE		200 730 000 000	50 182 500 000	12 545 625 000	263 458 125 000
		2.2.1	CONSTRUCTION DES CAMPS DE DETENTION, PRISONS ET EGEE	195 075 000 000	48 768 750 000	12 192 187 500	256 035 937 500
			CONSTRUCTION DES PRISONS CENTRALES A MATADI, KISANGANI, BUKAVU, KINDU ET GOMA	6 075 000 000	1 518 750 000	379 687 500	7 973 437 500
			CONSTRUCTION DES PRISONS DANS LES CHEFS-LIEUX DES PROVINCES	135 000 000 000	33 750 000 000	8 437 500 000	177 187 500 000
			CONSTRUCTION DES PRISONS DES TERRITOIRES DANS LES CHEFS-LIEUX DES PROVINCES	54 000 000 000	13 500 000 000	3 375 000 000	70 875 000 000
		2.2.2	REHABILITATION DES CAMPS DE DETENTION, PRISONS ET EGEE	5 655 000 000	1 413 750 000	353 437 500	7 422 187 500
		REHABILITATION DES CAMPS DE DETENTION DE LUZUMU, BELINGO, BULUO, EKAFELA ET LUAMA	1 913 000 000	478 250 000	119 562 500	2 510 812 500	
		REHABILITATION DES 3 PRISONS CENTRALES (KINSHSA, BANDUNDU, LUBUMBASHI) ET LES PRISONS MILITAIRES D'ANGENGA ET TSHINKASA	225 000 000	56 250 000	14 062 500	295 312 500	
		REHABILITATION DES EGEE DES MADIMBA, KASSAPA, KABINDA, NYOGERA, BIFAY-AY, MBESEKE-FUTI	3 517 000 000	879 250 000	219 812 500	4 616 062 500	
3	AUTRES ACTIVITES DU MINISTERE			4 531 852 335	1 132 963 084	283 240 771	5 948 056 190
	3.1	AUTRES		4 531 852 335	1 132 963 084	283 240 771	5 948 056 190
		3.1.1	FABRICATION DES SCEAUX OFFICIELS DE LA RDC	236 278 776	59 069 694	14 767 424	310 115 894
		3.1.2	LITIGES LOYERS	1 163 460 690	290 865 173	72 716 293	1 527 042 156
		3.1.3	ACHATS VEHICULES TERRESTRES	1 328 228 790	332 057 198	83 014 299	1 743 300 287
		3.1.4	ETAT DE LIEU DES BESOINS DE L'ETAT-CIVIL	1 803 884 079	450 971 020	112 742 755	2 367 597 854
TOTAL				857 511 344 605	214 377 836 152	53 594 459 038	1 125 483 639 795

Source : Stratégie du secteur de la justice 2017 – 2019

II. PROGRAMMATION BUDGETAIRE A MOYEN TERME 2017-2019

Ce chapitre présente, dans un premier temps, les perspectives économiques avant de décliner la prévision de l'évolution des dépenses et des recettes du pouvoir central, des provinces et des ETD ainsi que du solde budgétaire et de l'endettement au cours de la période 2017-2019.

2.1. Perspectives économiques 2017-2019

2.1.1 Perspectives mondiales

Selon les projections du Fonds Monétaire International de juillet 2016, la croissance mondiale devrait passer de **3,1%** en 2016 à **3,4%** en 2017.

Cette reprise devrait se poursuivre de manière modeste à moyen terme, sous l'impulsion de la production attendue des pays émergents et des pays en développement, dont la croissance devrait passer de **4,1%** en 2016 à **4,6%** en 2017 et pourrait se situer à **5%** en 2020. Cette projection modeste s'explique notamment par la faiblesse de l'activité observée dans les pays exportateurs de pétrole qui pourrait s'inscrire dans la durée jusqu'en 2020 et par le ralentissement en Chine qui devrait se poursuivre en 2017 avec une croissance de **6,2%** contre **6,6%** en 2016.

Il en est de même dans la zone Euro où il s'observerait une baisse de la croissance économique de **1,6%** en 2016 à **1,4%** en 2017. Aux USA, par contre, la croissance économique se situerait à 2,5% en 2017 contre 2,2% en 2016, mais pourrait subir des contrecoups du « Brexit » et de l'appréciation attendue du dollar américain.

Aussi, subsiste-t-il des risques macroéconomiques considérables, parmi lesquels, la persistance d'une demande faible et la baisse de l'investissement à l'échelle mondiale, et surtout dans les pays exportateurs de produits de base dont les termes de l'échange se sont détériorés.

L'inflation mondiale ne devrait pas dépasser la cible de **2%** sur la période allant de 2017 à 2019. Elle resterait inférieure à l'objectif fixé pour ancrer les anticipations inflationnistes à plus long terme.

Dans les pays émergents et en développement, l'inflation passerait de 4,6% en 2016 à 4,4% en 2017.

2.1.2. Perspectives régionales

La croissance économique à moyen terme des pays de l'Afrique subsaharienne devrait rester sur une trajectoire supérieure au taux de **1,3 %** attendu en 2016. En effet, elle devrait remonter à **3,3 %** en 2017, pour se stabiliser autour de **4,7 %** en 2020, grâce à un léger redressement des cours des produits de base et à une mise en œuvre des politiques publiques idoines.

Par ailleurs, l'intégration régionale des pays de la SADC devrait exercer progressivement un effet positif sur le volume des échanges du fait de la diminution des prix des biens, consécutive à la suppression des barrières douanières. Le développement du commerce devrait permettre aux pays impliqués d'acquérir une plus grande efficacité grâce aux économies d'échelle ; ce qui devrait déboucher sur un accroissement de la production et une amélioration de l'emploi.

L'inflation pourrait continuer de baisser dans toute la région, du fait que les prix internationaux des produits alimentaires et ceux des carburants pourraient rester à un niveau bas entre 2017 et 2020. La cible de l'inflation devrait être maintenue à **3%**.

2.1.3. Perspectives nationales

Pour la période de 2017 à 2019, la croissance économique se situerait à **5,7%** en 2017, **11,7%** en 2018 et **15,9%** en 2019, soit une augmentation moyenne de **11,4%** l'an. Ce dynamisme résulterait de la relance de l'agriculture dans le cadre du Plan National d'Investissement Agricole et de la reprise attendue au niveau des activités minières.

Dans ce contexte, la politique monétaire demeurera prudente entre 2017 et 2019 afin de maintenir la stabilité du cadre macroéconomique, avec des taux d'inflation moyen et fin période autour de **4,2%** et un taux de change relativement stable sur la période.

Tableau 16 : Principaux indicateurs macroéconomiques 2017-2019

Indicateurs	2016	Projections		
		2017	2018	2019
Taux de croissance du PIB (en %)	4,3	5,7	11,7	15,9
Déflateur du PIB	3,33	3,38	3,45	3,56
Taux d'inflation moyen (%)	4,1	4,2	4,0	4,0
Taux d'inflation fin période (%)	4,2	4,2	4,0	4,0
Taux de change moyen (FC/USD)	1.034,10	1.100,00	1.084,13	1.103,59
Taux de change fin période (FC/USD)	1.052,60	1.150,00	1.093,75	1.113,43
PIB nominal (en milliards de FC)	36.032,90	40.634,40	46.322,84	55.309,89

Source : CPCM

La reprise de l'activité économique serait tirée par les secteurs primaire et tertiaire, dans un contexte de stabilisation des cours des matières premières.

Au niveau du secteur primaire, il est prévu une contribution de 1,8 point de croissance en 2017, 3,2 en 2018 et 5,5 en 2019. Cette contribution serait boostée par les branches « Agriculture, Chasse, Sylviculture et Pêche » et « industries extractives ».

Dans le secteur agricole, le Gouvernement entend notamment créer des Centres de Développement Intégré (CDI) et opérationnaliser les projets des parcs agroindustriels (PAI).

La relance dans la branche « industrie extractive » se justifierait par l'évolution favorable attendue des cours mondiaux des matières premières, l'amélioration de la desserte énergétique et l'apport de nouvelles mines, notamment celle de KCC.

La contribution du secteur tertiaire serait tributaire du comportement des branches « commerce de gros et de détail » et « Transports et communications ».

Tableau 17 : Contributions sectorielles dans la croissance 2017-2019 (en points de croissance)

Secteur	2 017	2 018	2 019
Primaire	1,8	3,2	5,5
Agriculture, Chasse, Sylviculture et Pêche	0,8	1,0	1,1
Industrie extractive	1,0	2,2	4,5
Secondaire	1,2	2,3	2,7
Industries manufacturières	1,0	1,5	1,8
Electricité, gaz et eau	0,0	0,1	0,2
Bâtiments et Travaux publics	0,2	0,7	0,8
Tertiaire	2,5	6,0	7,2
Transports et communications	1,1	1,6	2,6

Secteur	2 017	2 018	2 019
Commerce de gros et de détail	0,9	2,6	2,6
PIB au coût des facteurs	5,5	11,3	15,5
Droits et Taxes à l'importation	0,2	0,4	0,4
PIB aux prix du marché (en %)	5,7	11,7	15,9

Source : sur base des données du CPCM

2.2. PREVISION DE L'EVOLUTION DES DEPENSES

Pour la période 2017-2019, les dépenses totales s'élèveraient à **37.241,5 milliards de FC**. Ce niveau de dépenses serait constitué de **30.034,5 milliards de FC** pour le Pouvoir central, **6 941,2 milliards de FC** pour les Provinces et **265,8 milliards de FC** pour les ETD.

2.2.1. Mesures et actions pour la rationalisation des dépenses

En vue de préserver l'équilibre entre les recettes et les dépenses publiques et d'éviter ainsi tout recours au financement monétaire, les dépenses devront être contenues dans les limites de leur prévision.

2.2.2. Trajectoire des dépenses du pouvoir central

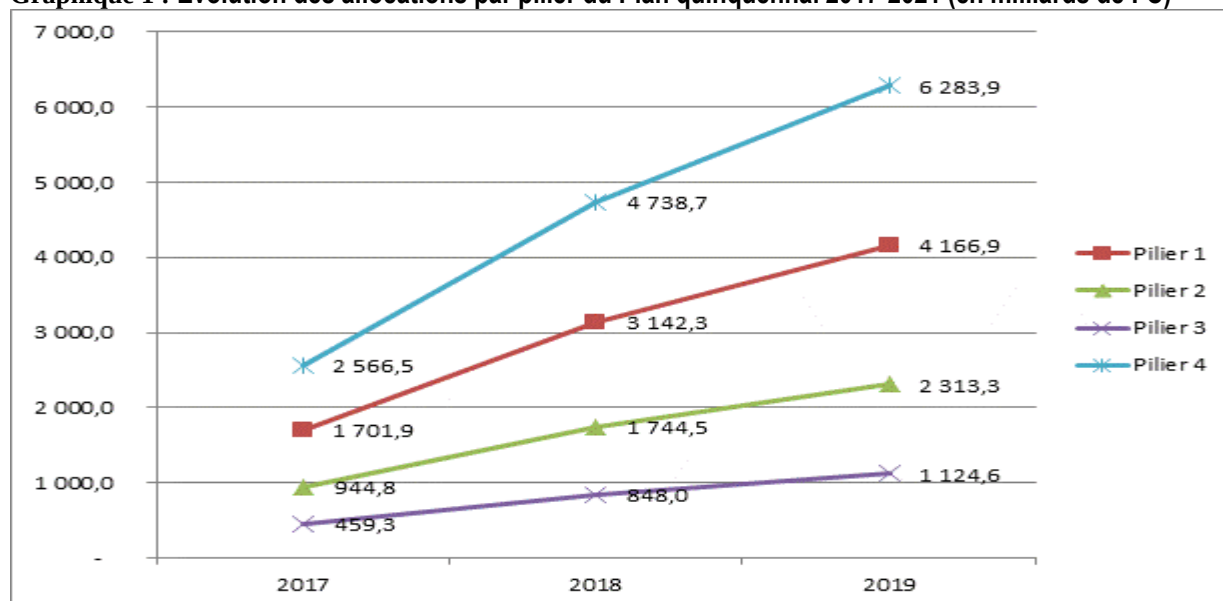
Pour la période 2017-2019, les dépenses totales du pouvoir central se situeraient à **30.034,6 milliards de FC**, à raison de **26.110,2 milliards de FC** du Budget général ; **2.722,3 milliards de FC** des Budgets annexes et **1.202,1 milliards de FC** des comptes spéciaux.

2.2.2.1. Allocations stratégiques par pilier du Plan quinquennal 2017-2021

Les différentes politiques à mener par le Gouvernement au cours de la période 2017-2021 devront conduire le pays au niveau des pays à revenus intermédiaires et de le préparer à devenir un pays émergent puis développé respectivement en 2030 et 2050. L'atteinte de cet objectif est notamment possible grâce à un capital humain qualifié, dans un environnement politico-sécuritaire stable et dans un climat des affaires attractif.

C'est dans ce sens que la programmation budgétaire accorde plus d'importance au 4^{ème} pilier « Capital humain, emploi et bien-être social » puis au 1^{er} pilier « Paix, Sécurité, Démocratie et Gouvernance » dont les allocations budgétaires se situent à 75% l'an des allocations totales.

Graphique 1 : Evolution des allocations par pilier du Plan quinquennal 2017-2021 (en milliards de FC)



Source : DPSB

2.2.2.2. Trajectoire des dépenses par grande nature de 2017 à 2019

Les dépenses courantes se situeraient à **3.806,8 milliards de FC** en 2017; **7.938,6 milliards de FC** en 2018 et **10.849,1 milliards de FC** en 2019, alors que les dépenses en capital s'élèveraient à **592,3 milliards de FC** ; **1.235,2 milliards de FC** et **1.688,1 milliards de FC** respectivement pour les mêmes exercices budgétaires, soit une augmentation annuelle de 73% pour chacune de ces natures des dépenses.

Tableau 18 : Evolution des dépenses publiques par nature de 2017-2019

Rubriques	2016	Projections						Total (2017-2019)	Moyenne (2017-2019)
		2017	Tx. accr. (%)	2018	Tx. accr. (%)	2019	Tx. accr. (%)		
BUDGET GENERAL	5 497 471 597 384	4 399 123 657 963	- 20,0	9 173 878 914 855	108,5	12 537 175 365 093	36,7	26 110 177 937 911	8 703 392 645 970
Dépenses courantes	4 181 930 829 160	3 806 790 959 799	- 9,0	7 938 635 518 041	108,5	10 849 071 213 277	36,7	22 594 497 691 116	7 531 499 230 372
Dettes publiques	167 111 720 000	167 111 720 000	- 0,0	348 492 746 222	108,5	476 255 977 804	36,7	991 860 444 025	330 620 148 008
Frais financiers	78 325 328 200	67 175 480 000	- 14,2	140 086 928 098	108,5	191 445 123 728	36,7	398 707 531 826	132 902 510 609
Dépenses de Personnel	1 981 589 519 145	1 997 714 399 145	0,8	4 166 009 284 837	108,5	5 693 337 514 192	36,7	11 857 061 198 174	3 952 353 732 725
Biens, matériels et prestations	719 003 906 215	586 875 120 000	- 18,4	1 223 862 229 758	108,5	1 672 550 459 800	36,7	3 483 287 809 558	1 161 095 936 519
Subvention et Transferts	1 235 900 355 601	987 914 240 654	- 20,1	2 060 184 329 126	108,5	2 815 482 137 752	36,7	5 863 580 707 533	1 954 526 902 511
Depenses en capital	1 315 540 768 223	592 332 698 164	- 55,0	1 235 243 396 814	108,5	1 688 104 151 816	36,7	3 515 680 246 794	1 171 893 415 598
Investissements sur Ressources propres	374 264 613 666	236 593 499 909	- 36,8	493 389 204 070	108,5	674 273 884 807	36,7	1 404 256 588 786	468 085 529 595
Investissements sur Ressources Extérieures	941 276 154 557	355 739 198 255	- 62,2	741 854 192 744	108,5	1 013 830 267 010	36,7	2 111 423 658 009	703 807 886 003
BUDGETS ANNEXES	830 357 234 210	883 273 336 845	6,4	901 468 767 584	2,1	937 527 518 287	4,0	2 722 269 622 716	907 423 207 572
COMPTES SPECIAUX	366 677 671 524	390 044 907 336	6,4	398 079 832 426	2,1	414 003 025 723	4,0	1 202 127 765 485	400 709 255 162
DEPENSES TOTALES	6 694 506 503 117	5 672 441 902 144	- 15,3	10 473 427 514 865	84,6	13 888 705 909 103	32,6	30 034 575 326 112	10 011 525 108 704

Source : DPSB

2.2.3. Trajectoire des dépenses des Provinces

Les dépenses courantes des provinces se situeraient à **1.339 milliards de FC** en 2017; **1.392,6 milliards de FC** en 2018 et **1.448,3 milliards de FC** en 2019, **soit** une moyenne annuelle de **1.393,3 milliards de FC** sur la période. Les dépenses en capital quant à elles, s'élèveraient à **863,8 milliards de FC** ; **898,4 milliards de FC** et **934,4 milliards de FC** respectivement pour les mêmes exercices budgétaires, soit une moyenne annuelle de **898,9 milliards de FC**.

Tableau 19 : Evolution des dépenses des Provinces par grande nature de 2017-2019

Rubriques	2016	Projections						Total (2017-2019)	Moyenne (2017-2019)
		2017	Tx. accr. (%)	2018	Tx. accr. (%)	2019	Tx. accr. (%)		
BUDGET GENERAL	2 116 153 165 683	2 202 915 445 476	4,1	2 291 032 063 295	4,0	2 382 673 345 827	4,0	6 876 620 854 598	2 292 206 951 533
Dépenses courantes	1 286 305 021 385	1 339 043 527 261	4,1	1 392 605 268 352	4,0	1 448 309 479 086	4,0	4 179 958 274 699	1 393 319 424 900
Dettes publiques	121 796 575 441	126 790 235 034	4,1	131 861 844 435	4,0	137 136 318 213	4,0	395 788 397 682	131 929 465 894
Frais financiers	7 634 714 753	7 947 738 058	4,1	8 265 647 580	4,0	8 596 273 483	4,0	24 809 659 120	8 269 886 373
Dépenses de Personnel	518 780 955 661	540 050 974 843	4,1	561 653 013 837	4,0	584 119 134 390	4,0	1 685 823 123 070	561 941 041 023
Biens, matériels et prestations	186 650 302 484	194 302 964 886	4,1	202 075 083 481	4,0	210 158 086 821	4,0	606 536 135 188	202 178 711 729
Subvention et Transferts	451 442 473 046	469 951 614 441	4,1	488 749 679 018	4,0	508 299 666 179	4,0	1 467 000 959 638	489 000 319 879
Depenses en capital	829 848 144 298	863 871 918 215	4,1	898 426 794 943	4,0	934 363 866 741	4,0	2 696 662 579 899	898 887 526 633
Investissements sur Ressources propres	748 285 193 230	778 964 886 153	4,1	810 123 481 599	4,0	842 528 420 863	4,0	2 431 616 788 615	810 538 929 538
Investissements sur Ressources Extérieures	81 562 951 068	84 907 032 062	4,1	88 303 313 344	4,0	91 835 445 878	4,0	265 045 791 284	88 348 597 095
BUDGETS ANNEXES	19 853 006 824	20 666 980 104	4,1	21 493 659 308	4,0	22 353 405 680	4,0	64 514 045 091	21 504 681 697
DEPENSES TOTALES	2 136 006 172 507	2 223 582 425 580	4,1	2 312 525 722 603	4,0	2 405 026 751 507	4,0	6 941 134 899 690	2 313 711 633 230

Source : DPSB

2.2.4. Trajectoire des dépenses des ETD

Les dépenses courantes des ETD se situeraient à **51,8 milliards de FC** en 2017; **53,8 milliards de FC** en 2018 et **56 milliards de FC** en 2019, soit une moyenne annuelle de **53,9 milliards de FC** sur la période ; alors que les dépenses en capital s'élèveraient à **863,8 milliards de FC** ; **898,4 milliards de FC** et **934,4 milliards de FC** respectivement pour les mêmes exercices budgétaires, soit une moyenne annuelle de **34,7 milliards de FC**.

Tableau 20: Evolution des dépenses des ETD par grande nature de 2017-2019

Rubriques	2016	Projections						Total (2017-2019)	Moyenne (2017-2019)
		2017	Tx. accr. (%)	2018	Tx. accr. (%)	2019	Tx. accr. (%)		
BUDGET GENERAL	81 791 916 649	85 145 385 232	4,1	88 551 200 641	4,0	92 093 248 666	4,0	265 789 834 539	88 596 611 513
Dépenses courantes	49 717 267 540	51 755 675 509	4,1	53 825 902 530	4,0	55 978 938 631	4,0	161 560 516 670	53 853 505 557
Dette publique	4 707 587 101	4 900 598 172	4,1	5 096 622 099	4,0	5 300 486 983	4,0	15 297 707 254	5 099 235 751
Frais financiers	295 091 094	307 189 829	4,1	319 477 422	4,0	332 256 519	4,0	958 923 770	319 641 257
Dépenses de Personnel	20 051 520 548	20 873 632 890	4,1	21 708 578 206	4,0	22 576 921 334	4,0	65 159 132 431	21 719 710 810
Biens, matériels et prestations	7 214 263 235	7 510 048 028	4,1	7 810 449 949	4,0	8 122 867 947	4,0	23 443 365 924	7 814 455 308
Subvention et Transferts	17 448 805 562	18 164 206 590	4,1	18 890 774 854	4,0	19 646 405 848	4,0	56 701 387 291	18 900 462 430
Depenses en capital	32 074 649 109	33 389 709 722	4,1	34 725 298 111	4,0	36 114 310 036	4,0	104 229 317 869	34 743 105 956
Investissements sur Ressources propres	28 922 140 962	30 107 948 741	4,1	31 312 266 691	4,0	32 564 757 358	4,0	93 984 972 790	31 328 324 263
Investissements sur Ressources Extérieures	3 152 508 147	3 281 760 981	4,1	3 413 031 420	4,0	3 549 552 677	4,0	10 244 345 079	3 414 781 693
DEPENSES TOTALES	81 791 916 649	85 145 385 232	4,1	88 551 200 641	4,0	92 093 248 666	4,0	265 789 834 539	88 596 611 513

Source : DPSB

2.3. PREVISION DE L'EVOLUTION DES RECETTES

Les recettes publiques à mobiliser au cours de la période 2017-2019, devant couvrir l'ensemble des dépenses de l'Etat au cours de la même période se situeraient à **36.945,5 milliards de FC**, à raison de **29.738,7 milliards de FC** pour le Pouvoir central, **6.941,2 milliards de FC** pour les Provinces et **265,8 milliards de FC** pour les ETD.

2.3.1. Mesures et actions pour la maximisation des recettes

Le Plan quinquennal 2017-2021 reposera à la fois sur les sources traditionnelles de financement (les finances publiques, l'épargne privée, l'endettement), les investissements directs étrangers, l'aide publique au développement ainsi que les financements innovants.

Les stratégies de financement à mettre en œuvre visent à: (i) accroître l'épargne intérieure, (ii) améliorer le niveau des ressources intérieures, (iii) accroître l'efficacité de l'aide publique au développement, (iv) attirer le flux des capitaux privés, (v) encourager l'investissement direct étranger et (vi) promouvoir les financements innovants.

S'agissant de l'épargne intérieure, les stratégies de son accroissement portent sur : (i) l'encadrement des ménages agricoles environnant les parcs agro-industriels dans l'acquisition des techniques modernes pour promouvoir leurs revenus, (ii) le maintien de l'effort de stabilisation macro-économique surtout par la maîtrise de l'inflation et la stabilité des prix pour encourager l'épargne, (iii) l'appui et l'encadrement des associations d'épargne et des crédits ainsi que des institutions de micro-finance.

L'augmentation du niveau des ressources intérieures devra passer par (i) la lutte contre le coulage des recettes, (ii) le renforcement des mesures d'application de la TVA et (iii) l'amélioration du recouvrement des recettes fiscales et non fiscales.

L'attraction des capitaux privés quant à elle, suppose (i) l'octroi des facilités aux investisseurs privés et (ii) la promotion du partenariat public-privé.

L'attrait des Investissements Directs Etrangers devra passer par (i) l'amélioration de l'environnement des affaires, (ii) la stratégie de mobilisation des ressources de la diaspora et (iii) l'émission des emprunts obligataires.

S'agissant des ressources innovantes, le Gouvernement entend accorder une place de choix à l'économie verte et à l'économie bleue. Il entend réduire progressivement la part de l'industrie minière dans le PIB pour accroître celle revenant à l'exploitation des forêts, de la faune, de la flore et des ressources aquatiques. Le développement de l'industrie du bois associé à une bonne politique de reboisement permettra au pays de créer davantage de richesses et de contribuer efficacement à la lutte contre le réchauffement climatique. En effet, avec une bonne politique de reboisement, la RDC pourra produire plus de carbone.

Pour désenclaver le pays et réaliser des gains de compétitivité, notamment grâce à la baisse des coûts de transport des personnes et des biens, le gouvernement a décidé de faire du fleuve Congo un boulevard naturel, étant donné qu'il traverse une bonne partie du territoire national et peut relier plusieurs provinces. Des actions seront ainsi menées pour le rendre totalement praticable et développer, à grande échelle, toutes les activités pouvant y être réalisées, y compris la pêche industrielle et le tourisme.

Aussi, des recettes supplémentaires sont attendues de la libéralisation du secteur des assurances et de la mise en valeur des ressources en hydrocarbures.

2.3.2. Trajectoire des recettes du Pouvoir central

Au cours de la période de 2017 à 2019, les recettes du pouvoir central seraient constituées de **25.814,3 milliards de FC** au titre du Budget général, **2.722,3 milliards de FC** au titre des budgets annexes et de **1.202,1 milliards de FC** au titre des comptes spéciaux.

Les recettes courantes se situeraient en moyenne à **8.016,7 milliards de FC** entre 2017 et 2019, soit **3.999,4 milliards de FC** en 2017, **8.231,3 milliards de FC** en 2018 et **11.819,4 milliards de FC** en 2019, soit un accroissement moyen **de 75% l'an**. Comparées au produit intérieur brut, il se dégagerait une pression fiscale de 9,8%, 17,8% et 21,4%, respectivement en 2017, 2018 et 2019.

Les recettes extérieures quant à elles passeraient de **399,7 milliards de FC** en 2017 à **702,1 milliards de FC** en 2019, soit une moyenne annuelle de **588,1 milliards de FC** au cours de la période 2017-2019.

Tableau 21 : Evolution des recettes du Pouvoir central de 2017 à 2019

Agregats	2016	Projections						Total (2017-2019)	Moyenne (2017-2019)
		2017	Tx. acc.	2018	Tx. acc.	2019	Tx. Acc.		
Recettes du Budget général (en milliards de FC)	5 497,1	4 399,1	-20,0	8 893,7	102,2	12 521,5	40,8	25 814,3	8 604,8
Recettes courantes (en milliards de FC)	4 293,6	3 999,4	- 6,9	8 231,3	105,8	11 819,4	43,6	24 050,1	8 016,7
Recettes extérieures (en milliards de FC)	1 110,5	399,7	-64,0	662,4	65,7	702,1	6,0	1 764,2	588,1
Recettes exceptionnelles (en milliards de FC)	93,0	-	-	-	-	-	-	-	-
PIB (en milliards de FC)	37 783,9	40 634,4	7,5	46 322,8	14,0	55 309,9	19,4	142 267,1	47 422,4
Pression fiscale (%)	11,4	9,8	-13,4	17,8	80,5	21,4	20,3	49,0	16,3
Ratio recettes courantes/ Recettes du BG (%)	79,5	90,9	14,4	92,6	1,8	94,4	2,0	277,9	92,6
Ratio recettes extérieures/ Recettes du BG (%)	20,2	9,1	-55,0	7,4	- 18,0	5,6	- 24,7	22,1	7,4
Recettes des Budgets annexes	830,4	883,3	6,4	901,5	2,1	937,5	4,0	2 722,3	907,4
Recettes des Comptes spéciaux	366,7	390,0	6,4	398,1	2,1	414,0	4,0	1 202,1	400,7
Recettes totales	6 694,2	5 672,4	-15,3	10 193,3	79,7	13 873,0	36,1	29 738,7	9 912,9

Source : DPSB

2.3.3. Trajectoire des recettes des Provinces

Au cours de la période 2017-2019, les recettes courantes des provinces se situeraient à **6.441,4 milliards de FC**, soit une moyenne annuelle de **2.147,1 milliards de FC**, provenant principalement des recettes d'intérêt commun entre celles-ci et le Pouvoir central, lesquelles représentent la moitié des recettes courantes. Les recettes extérieures atteindraient une moyenne annuelle de **145,1 milliards de FC** et les recettes des budgets annexes **21,5 milliards de FC** sur la période.

Tableau 22 : Evolution des recettes des Provinces de 2017 à 2019

Agregats	2016	Projections						Total (2017-2019)	Moyenne (2017-2019)
		2017	Tx. acc.	2018	Tx. acc.	2019	Tx. Acc.		
Recettes du Budget général (en milliards de FC)	2 116,1	2 203,0	4,1	2 291,0	4,0	2 382,6	4,0	6 876,6	2 292,2
Recettes courantes (en milliards de FC)	1 982,2	2 063,6	4,1	2 146,0	4,0	2 231,8	4,0	6 441,4	2 147,1
Recettes spécifiques aux provinces (en milliards de FC)	415	432	4,1	449	4,0	467	4,0	1 348,5	449,5
Recettes d'intérêt commun (en milliards de FC)	995	1 036	4,1	1 077	4,0	1 120	4,0	3 232,5	1 077,5
Recettes exceptionnelles (en milliards de FC)	573	596	4,1	620	4,0	645	4,0	1 860,4	620,1
Recettes extérieures (en milliards de FC)	134	139	4,1	145	4,0	151	4,0	435,2	145,1
PIB (en milliards de FC)	37 783,9	40 634,4	7,5	46 322,8	14,0	55 309,9	19,4	142 267,1	47 422,4
Pression fiscale (%)	5,2	5,1	- 3,2	4,6	- 8,8	4,0	- 12,9	13,7	4,6
Ratio recettes IC/ Recettes courantes (%)	50,2	50,2	0,0	50,2	- 0,0	50,2	0,0	150,5	50,2
Ratio recettes extérieures/ Recettes du BG (%)	6,3	6,3	0,0	6,3	0,0	6,3	0,0	19,0	6,3
Recettes des Budgets annexes	19,9	20,7	4,0	21,5	3,9	22,4	4,2	64,6	21,5
Recettes totales	2 136,0	2 223,7	4,1	2 312,5	4,0	2 405,0	4,0	6 941,2	2 313,7

Source : DPSB

2.3.4. Trajectoire des recettes des Entités Territoriales Décentralisées

Au cours de la période 2017-2019, comme l'indique le tableau 23 ci-dessous, les recettes des ETD seraient constituées essentiellement de recettes spécifiques qui se situeraient à **88,6 milliards de FC** l'an en moyenne.

Tableau 23 : Evolution des recettes des ETD de 2017 à 2019

Agregats	2016	Projections						Total (2017-2019)	Moyenne (2017-2019)
		2017	Tx. acc.	2018	Tx. acc.	2019	Tx. Acc.		
Recettes du Budget général (en milliards de FC)	81,8	85,1	4,0	88,6	4,1	92,1	4,0	265,8	88,6
Recettes courantes (en milliards de FC)	81,8	85,1	4,0	88,6	4,1	92,1	4,0	265,8	88,6
Recettes spécifiques aux ETD (en milliards de FC)	81,8	85,1	4,0	88,6	4,1	92,1	4,0	265,8	88,6
PIB (en milliards de FC)	37 783,9	40 634,4	7,5	46 322,8	14,0	55 309,9	19,4	142 267,1	47 422,4
Pression fiscale (%)	0,2	0,2	- 3,3	0,2	- 8,7	0,2	- 12,9	0,6	0,2
Recettes des Budgets annexes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recettes totales	81,8	85,1	4,0	88,6	4,1	92,1	4,0	265,8	88,6

Source : DPSB

2.4. EVOLUTION DU SOLDE BUDGETAIRE ET DE SON FINANCEMENT

Sur base des cibles définies dans les piliers du plan quinquennal 2017-2021, le CBMT 2017-2019 a arrêté des allocations que les sectoriels devraient considérer comme référence dans la programmation de leurs besoins. De ce fait, ils devront opérer des réajustements, en ne retenant que les actions très prioritaires à mettre en œuvre afin de rendre conforme le niveau de leurs besoins à celui défini par le CBMT tel que présenté au tableau 1 en annexe.

Partant de l'évolution des recettes et des dépenses décrite ci-dessus, il se dégage un solde nul en 2017 et des soldes négatifs en 2018 et 2019 respectivement de **280,2 milliards de FC** et de **15,7 milliards de FC**, imputables essentiellement à la trajectoire des recettes et des dépenses du pouvoir central.

Ce niveau du solde, qui avoisine **3,4%** des recettes courantes en 2018 et **0,1%** en 2019, nécessite un besoin de financement à concurrence de mêmes montants pour couvrir l'ensemble des dépenses projetées par le Pouvoir central en 2018 et 2019. Par conséquent, le Gouvernement devra adopter une politique d'endettement prudente pour son financement.

Tableau 24 : Evolution du solde budgétaire 2017 à 2019

Agrégats	2017	2018	2019	Total	Moyenne
DEPENSES TOTALES	7 981 169 712 955	12 874 504 438 109	16 385 825 909 276	37 241 500 060 340	12 413 833 353 447
Pouvoir central	5 672 441 902 144	10 473 427 514 865	13 888 705 909 103	30 034 575 326 112	10 011 525 108 704
Budget général	4 399 123 657 963	9 173 878 914 855	12 537 175 365 093	26 110 177 937 911	8 703 392 645 970
Budgets annexes	883 273 336 845	901 468 767 584	937 527 518 287	2 722 269 622 716	907 423 207 572
Comptes spéciaux	390 044 907 336	398 079 832 426	414 003 025 723	1 202 127 765 485	400 709 255 162
Provinces	2 223 582 425 580	2 312 525 722 603	2 405 026 751 507	6 941 134 899 690	2 313 711 633 230
ETD	85 145 385 232	88 551 200 641	92 093 248 666	265 789 834 539	88 596 611 513
RECETTES TOTALES	7 981 169 712 955	12 594 337 440 132	16 370 157 330 678	36 945 664 483 765	12 315 221 494 588
Pouvoir central	5 672 441 902 144	10 193 260 516 888	13 873 037 330 505	29 738 739 749 537	9 912 913 249 846
Budget général	4 399 123 657 964	8 893 711 916 878	12 521 506 786 494	25 814 342 361 336	8 604 780 787 112
Recettes courantes	3 999 384 459 708	8 231 348 833 954	11 819 401 918 595	24 050 135 212 257	8 016 711 737 419
Recettes extérieures	399 739 198 255	662 363 082 924	702 104 867 900	1 764 207 149 080	588 069 049 693
Budgets annexes	883 273 336 845	901 468 767 584	937 527 518 287	2 722 269 622 716	907 423 207 572
Comptes spéciaux	390 044 907 335	398 079 832 426	414 003 025 723	1 202 127 765 484	400 709 255 161
Provinces	2 223 582 425 580	2 312 525 722 603	2 405 026 751 507	6 941 134 899 690	2 313 711 633 230
ETD	85 145 385 232	88 551 200 641	92 093 248 666	265 789 834 539	88 596 611 513
Solde global	0	-280 166 997 977	-15 668 578 598	-295 835 576 575	-147 917 788 287
Solde Pouvoir central	0	-280 166 997 977	-15 668 578 598	-295 835 576 575	-147 917 788 287
Solde Provinces	0	0	0	0	-
Solde ETD	0	0	0	0	-
Ratio solde PC/Recettes courantes (%)	0,0	-3,4	-0,1	-3,5	-1,8
Endettement	0	-280 166 997 977	-15 668 578 598	-295 835 576 575	-147 917 788 287

Source : DPSB

III. RISQUES ET CONTRAINTES DE LA MISE EN ŒUVRE DU CBMT

La mise en œuvre de la programmation budgétaire des politiques prévues par le Gouvernement pour la période 2017-2019 telles que préconisées dans le Plan quinquennal 2017-2021 peut être perturbée par des facteurs d'ordre externe ou interne au pays.

Sur le plan externe, des inquiétudes demeurent si la reprise actuelle de l'activité économique mondiale, des cours des matières premières et des produits pétroliers ne s'inscrit pas dans la durée. En effet, une éventuelle rechute influencerait négativement les hypothèses macroéconomiques qui sous-tendent le CBMT, et en conséquence, le niveau des recettes attendues.

Sur le plan interne, la faible mobilisation des recettes par rapport aux prévisions pourrait compromettre le financement des politiques publiques, notamment celles dédiées à l'amélioration de l'environnement des affaires et à l'attrait des capitaux privés et des investissements directs étrangers. Les recettes courantes quant à elles requièrent la poursuite de la mise en œuvre des réformes et des mesures de stabilisation et de relance économique.

CONCLUSION

Le Cadre Budgétaire à Moyen Terme ainsi présenté a défini la programmation des recettes à mobiliser et les dépenses projetées de 2017 à 2019 du Pouvoir central, des Provinces et des ETD, sur base des politiques publiques définies dans le Plan quinquennal 2017-2021 et des instructions contenues dans la lettre d'orientation budgétaire de 2017.

Il est élaboré en tenant compte de l'environnement économique international présagé sur la période, caractérisé principalement par une progression modeste de l'activité économique ainsi que de l'environnement national marqué par une augmentation attendue de la croissance économique et une maîtrise de l'inflation.

Par ailleurs, le CBMT servira de référence à l'élaboration des Cadres des Dépenses à Moyen Terme central et sectoriel ainsi qu'à la préparation de la loi de finances, des édits et des décisions budgétaires de l'exercice 2017.

Sous réserve des risques sus-identifiés, la mise en application du CBMT est tributaire du respect des plafonds des dépenses et des minima des recettes ainsi que du financement du solde qu'il dégage. Il importe donc de mobiliser davantage les ressources internes, de recourir à un endettement soutenable et de renforcer la discipline budgétaire en vue d'un meilleur encadrement des dépenses publiques.

ANNEXES